

REMARQUES SUR LA BIBLIOGRAPHIE DE LA QUESTION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE 2007-2009 « PENSER ET CONSTRUIRE L'EUROPE, 1919-1992 », *HISTORIENS ET GÉOGRAPHES*

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

I. REMARQUES GÉNÉRALES, ADRESSÉES À ROBERT FRANK, JEAN-MICHEL GUIEU ET JENNY RAFLIK

Le Pecq, le 20 septembre 2007

Chers collègues,

Je viens de prendre connaissance de la bibliographie parue dans *Historiens et Géographes* sur la nouvelle question d'histoire contemporaine intitulée « Penser l'Europe, 1919-1992 », n° 399, p. 145-183.

Elle appelle des remarques que j'adresse tant au membre du jury d'un des deux concours de recrutement, Robert Frank, qu'aux rédacteurs de ce texte dont il a dirigé la thèse, Jean-Michel Guieu, maître de conférences à l'Université de Paris-1 et Jenny Raflik, PRAG à l'université de Cergy-Pontoise. Mes remarques ont pour objet, puisque l'unilatéralisme s'installe en histoire contemporaine, le respect du pluralisme scientifique à l'université et dans l'enseignement secondaire, que rejoindront la plupart des candidats reçus à l'agrégation et dont les manuels sont rédigés, sous l'égide des universitaires, dans le même esprit que les bibliographies de concours.

La méthode de l'attribution des « étoiles » (une ou deux), pratiquée dans une bibliographie antérieure (2003) à laquelle j'ai proposé à *Historiens et Géographes* un complément critique, aussitôt rejeté ¹, s'enracine : elle ne bénéficie qu'aux travaux relevant de ce que le politologue conservateur britannique Pinto-Duschinsky a naguère qualifiés d'« eurooptimistes ». Ce courant caractérise la quasi-totalité de la production francophone, la totalité quand il s'agit de colloques, tous financés en totalité ou en partie par les institutions européennes officielles ². Il est pratiquement seul représenté dans cette bibliographie « officielle » - elle jouit de ce statut -, la bibliographie non « européiste » étant pratiquement évincée.

Je signalerai quelques sommets de la caricature étoilée et de ce que je m'obstine à considérer comme preuves de complaisance et de dépendance, liens qui font mauvais ménage avec la liberté et la sincérité intellectuelles. Robert Frank, directeur de thèse des deux rédacteurs en titre de la bibliographie (p. 145) et membre spécialiste du jury d'agrégation, se voit décerner deux étoiles dans les paragraphes fondamentaux (sans parler du reste de sa constellation) : « I. Outils de travail. A. Historiographie de la construction européenne », pour un article de 12 p. (n° 3, p. 147), et « II. Généralités sur l'ensemble de la période » pour deux articles de 15 et 20 p. (n° 61 et 62, p. 150). Gérard Bossuat, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise, où exerce comme PRAG une rédactrice de la bibliographie, cumule les étoiles, y compris ici (deux pour le n° 59, avec un ouvrage très « eurooptimiste », *Fondateurs de l'Europe unie*). Pierre Gerbet, pour sa *Construction de l'Europe*, ouvrage pour la rédaction duquel l'auteur n'a jamais consulté la moindre archive originale (n° 64, p. 150), reçoit une étoile (et pourquoi donc une seulement?). Un des sommets est atteint p. 160 de la bibliographie : figure ici, parmi des centaines d'autres

¹ « Complément à la bibliographie de CAPES-agrégation 2003-2005 parue dans *Historiens et Géographes* n°383 », *La pensée*, n° 336, octobre-décembre 2003, p. 137-157.

² Annie Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine sous influence*, Pantin, Le temps des cerises, 2004, p. 62-66.

ouvrages ou articles du même type, l'ouvrage (n° 340) de Marie-Thérèse Bitsch, 1957-2007. *Cinquante ans de traité de Rome. 1957-2007 (sic)*. Pourvu d'une étoile, ce travail, qui n'est pas encore publié (ce qui illustre la confiance absolue en Marie-Thérèse Bitsch des rédacteurs de la bibliographie), le sera par les « Offices des publications officielles des Communautés européennes [à paraître fin 2007] » - comme un certain nombre des travaux cités dans la bibliographie. Les auteurs d'ouvrages financés et agréés par une instance officielle de l'union européenne peuvent-ils être considérés comme ayant disposé en l'occurrence d'une totale indépendance intellectuelle?

J'arrête la liste, pour ne pas lasser le lecteur, mais j'ai fourni là un échantillon fort incomplet de ces façons dignes du « passe-moi le séné, que je te passe la rhubarbe », où les commensaux de colloques « européens » trouvent tous leur place plus ou moins étoilée (Mme du Réau, Mme Badel, M. Bussière ³, M. Schirmann, M. Dumoulin, M. Mioche, M. Soutou, etc.). Si ces façons sont courantes, et même admises par consensus tacite dans les milieux universitaires, elles n'en méritent pas moins vive critique, et je ne désespère pas de convaincre un jour une partie de mes collègues de les dénoncer publiquement – alors qu'ils les déplorent ou les critiquent volontiers oralement en privé.

Les étudiants, ainsi poussés à un conformisme « européiste », comprendront aisément la ligne qui leur est dictée en vue de la réussite au concours. Rappelons pourtant que ce courant « européiste » ne représente pas la totalité de la production scientifique, dont les éléments « dissidents » sont en France, moi incluse, exclus depuis une quinzaine d'années des colloques à financement « européen », supposés exclusivement scientifiques, que fréquentent assidûment tous les historiens à une ou deux étoiles. On comprend à lire la bibliographie l'enjeu « scientifique » des invitations (ou des non-invitations) à ces colloques « européens » : elles conditionnent la « reconnaissance » académique en matière européenne. Le procédé est d'autant plus choquant que les payeurs et décideurs ne sont pas ou pas strictement universitaires. Cette reconnaissance impliquant valorisation unilatérale des collègues « eurooptimistes » a pour contrepartie la quasi-exclusion des autres, ceux qui ne sont pas invités dans lesdits colloques, bien qu'ils travaillent, aussi assidûment, dans les centres d'archives et tirent de la consultation des fonds originaux des travaux respectant les normes académiques.

Ces exclusions de la bibliographie « officielle » constituent l'autre volet de la préparation à l'agrégation, celui de l'échec à éviter. Elles ne me visent pas seule, mais frappent tout le courant non-« européiste ». Celui-ci est actuellement très faible, je l'admets, en France, où aucun étudiant ne peut se lancer dans une thèse sur l'union européenne, à quelque période que ce soit, s'il ne suit pas la *doxa* : aucun jury « agréé » ne pourrait être formé pour examiner ses travaux (ce qui dispense d'évoquer la question de sa carrière universitaire). Il est à cet égard significatif que des auteurs peu « européistes » au début de leur carrière soient évincés de la bibliographie pour cette phase d'enfer ou de purgatoire, puis cités dans leur phase de repentance : l'historien américain John Gillingham offre l'exemple le plus frappant de cette impitoyable sélection.

Je ne retiendrai de la censure qui me frappe *personnellement* – si on compare la prise en compte, considérable sinon exhaustive, des travaux des collègues « européistes » - que ce qui constitue un scandale caractérisé, par comparaison avec les autres choix des rédacteurs. J'ai fourni à ces derniers le 8 mai 2007 une liste, non exhaustive, de 35 travaux personnels consacrés à la question, dont six livres – parmi lesquels trois de plus de 600 p. et étayés par

³ Notamment cité deux fois pour le même ouvrage, *Paribas, l'Europe et le monde, 1872-1992*, n° 226 et 627, dont la brève partie relative à l'Occupation est honnêtement indiquée comme puisée dans deux de mes articles que je n'avais d'ailleurs, à tort, pas fournis aux rédacteurs : « Les grandes banques françaises de la collaboration à l'épuration, 1940-195 », *revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, « I. La collaboration bancaire », n° 141, 1986, p. 3-44; « II. La non-épuration bancaire 1944-1950 », n° 142, 1986, p. 81-101.

des milliers de notes puisées aux archives originales, centrés sur la question européenne jusque dans leur titre ⁴. J'ai obtenu d'eux-mêmes et de Robert Frank l'assurance de leur respect du pluralisme : des pièces (ou extraits) de notre correspondance de mai 2007, bornées à mon premier courrier et à mon échange avec M. Frank, figurent à l'annexe 1 du présent texte. Je remercie par avance les auteurs de la bibliographie de me préciser *par écrit* sur quelle base *quatre* de mes articles ou communications ont été sélectionnés et *aucun* livre.

Ce nouvel exemple de l'hégémonie du « penser conforme », ici établie avec quelque malice et grande habileté, souligne encore le caractère indécent d'une réponse qui vient d'être adressée à Robert Soucy par Serge Bernstein, au terme d'un débat publié par *Vingtième siècle*, n° 95, juillet-septembre 2007. L'historien américain, très rudement attaqué par Michel Winock dans *Vingtième siècle*, n° 90, d'avril-juin 2006, après avoir répondu dans le n° 95, et subi une réponse de Michel Winock à sa propre réponse, se voit livrer un assaut final par M. Bernstein, avocat enflammé de M. Winock. M. Bernstein classe Soucy dans la catégorie inférieure « des historiens étrangers, acharnés à vouloir démontrer l'existence d'un fascisme français »; cite un ouvrage (Michel Dobry, dir., *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003) dans des termes qui incitent les étudiants ou les collègues à ne surtout pas le lire, évoquant « le terrorisme intellectuel appliqué par les staliniens zélés en une époque qu'on voulait croire révolue » ⁵.

« Le terrorisme intellectuel » peut être soit violent et odieux, comme dans ce dernier cas, qui atteste que « les historiens du consensus » ne sont pas aussi modérés qu'ils le croient (l'allusion aux vilains « historiens étrangers » est fâcheuse dans la conjoncture actuelle), soit feutré, comme dans notre bibliographie de concours. Dans *Historiens et Géographes* n° 399, on n'assaille pas ouvertement les « dissidents », « acharnés à vouloir démontrer » que le « Penser et construire l'Europe, 1919-1992 » est moins harmonieux que ne l'établissent ou le postulent les « Offices des publications officielles des Communautés européennes »; on se contente de ne les point nommer ou on s'arrange pour les caser, à dose homéopathique, à une place telle que les étudiants n'iront pas les y chercher.

Il faut donc à nouveau constater :

- que les bibliographies de concours, accordant un monopole de fait, surtout par le procédé des « étoiles », aux colloques et séminaires auxquels participent les rédacteurs de la bibliographie et les professeurs nommés aux jurys de concours, deviennent un instrument suprême pour recruter des historiens « conformes », non-« dissidents », en violation des traditions libérales de l'université française (violation d'autant plus choquante en l'occurrence que les citoyens français se sont récemment montrés majoritairement non européistes, cf. *infra*);

- que notre historiographie dominante pratique désormais les méthodes de l'ancienne École libre des Sciences politiques devenue Institut d'études politiques dans le but de former des « élites » intellectuelles acquises sans réserves aux vertus du *statu quo*, en l'occurrence « européen »;

- qu'il est anormal que les anciens étudiants et thésards *du* professeur nommé au jury de l'agrégation en tant que spécialiste d'une question (spécialité que nul ne lui conteste) - cité treize fois dans un cadre collectif et huit fois en nom propre - soient *seuls* en responsabilité de la bibliographie correspondante;

- qu'il est aussi anormal que la subordonnée hiérarchique d'un professeur soit rédactrice d'une bibliographie qui cite ce supérieur *trente-cinq* fois; mais *aucun* des ouvrages d'un professeur « dissident » aussi qualifié sur l'histoire de l'Europe que le précédent;

⁴ Les trois ouvrages publiés chez Armand Colin, voir liste à l'annexe 2.

⁵ Serge Bernstein, « Pour en finir avec un dialogue de sourds. À propos du fascisme français? » *Vingtième siècle*, n° 95, p. 243-246, citations, p. 244.

- que la valeur scientifique des travaux et le respect des droits et libertés des citoyens-étudiants, futurs professeurs (dispensateurs d'enseignement civique) ou non, auraient requis référence à un minimum plus décent d'historiographie non « eurooptimiste ». Les candidats au concours qui ont voté comme la majorité des électeurs français au référendum sur la constitution européenne de mai 2005 se sentiront particulièrement contraints et censurés. Quelque ait été leur vote, tous seront interdits d'information équilibrée.

Munis d'un viatique étroit, unilatéral et prétendument consensuel, les nouveaux professeurs seront en outre de plus en plus dépourvus des connaissances nécessaires pour décrire à leurs élèves les réalités de l'Europe-sphère d'influence des États-Unis dans la crise (celle de « l'Europe » incluse). N'accéderont de 2007 à 2009 au droit à l'enseignement de l'histoire que des étudiants ralliés à une « histoire hagiographique, théologique, téléologique de la construction européenne »⁶. Il se confirme en histoire contemporaine que les esprits critiques à l'égard de la vulgate « européiste » ou qui, plus simplement, ont conservé le goût, naguère licite et même apprécié, de la *disputatio* auront beaucoup plus de peine que les autres à franchir le cap de l'agrégation. On confrontera à la réalité de cette censure les propos répétitifs mondains des jurys de concours déplorant l'ignorance crasse des divers courants de pensée et d'analyse par les candidats : ces derniers sont non seulement incités à, mais désormais contraints de fait d'en savoir le moins possible à ce sujet. Au point où nous en sommes, l'exposé des contradictions inter-impérialistes, banal avant et pendant la Première Guerre mondiale, et pas seulement chez Lénine⁷, pourrait être explicitement proscrit. De ce point de vue, « le terrorisme intellectuel » pratiqué par M. Bernstein est plus honnête et clair que la bibliographie officielle de Contemporaine.

Il serait évidemment convenable qu'*Historiens et Géographes* publie une bibliographie complémentaire « critique », comme cela s'est parfois produit, en Moderne notamment – pratique disparue, depuis longtemps, en Contemporaine. Je le demande officiellement, sans illusion sur le verrouillage, attesté à plusieurs occasions, de la revue corporative. Je suis disposée à ce que les rédacteurs de la bibliographie publient spontanément mes compléments « en ligne » : cette méthode esquivera le refus prévisible de publication imprimée d'*Historiens et Géographes*. Le refus éventuel confirmera en l'accentuant la censure dont l'historiographie critique a été une fois de plus victime. Les professeurs de l'enseignement secondaire, nombreux à déplorer la transformation des manuels en simples instruments de consensus social et politique, devraient être informés, par leur association et leur revue, du débat ou du complément critique que je sollicite. Le présent document figurera sur mon site <http://www.historiographie.info/menu.html>, qui comporte également plusieurs de mes travaux sur « penser et construire l'Europe ». Il va de soi que l'écho de ce modeste moyen d'expression est incommensurable avec celui d'un rapport académique pourvu d'un canal corporatif normal.

II. REMARQUES SUR LA BIBLIOGRAPHIE

Mes observations à ce sujet suivent la progression logique de la bibliographie.

« II. Généralités [...]

C. La dimension économique de la construction européenne », p. 150

Mon article paru en allemand « Frankreich und die europäische Integration. Das Gewicht der Beziehungen mit den Vereinigten Staaten und Deutschland, 1920-1955 » (« La France et l'intégration européenne des années vingt aux années cinquante : le poids des relations avec les États-Unis et l'Allemagne »), pourrait normalement figurer dans ce

⁶ Conception que Robert Frank m'a dit le 8 mai rejeter formellement, cf. *infra*.

⁷ Vladimir Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, La Dispute, réédition, 1976.

paragraphe où M. Bussière est cité (n° 88), pour un article de 16 p. (et dans diverses autres rubriques, d'ailleurs).

Le titre français de ce gros article figurait dans la bibliographie « européenne » que j'ai envoyée le 8 mai 2007 aux rédacteurs de la bibliographie, à la suite de son intitulé en allemand. La seule mention de la langue allemande relève d'autant plus de la censure que les rédacteurs en ont reçu, également à cette date, le texte Word en français (et, peu après, le texte imprimé en allemand). Je leur ai par ailleurs signalé le 27 juillet que ce texte allait paraître en septembre sous forme d'un petit ouvrage : *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Pantin, Le temps des cerises, 2007, 107 p. (trop tard, m'a répondu M. Guieu, la bibliographie étant alors « sous presse »). Je vous remercie de me préciser pourquoi un travail général, consacré à la période 1920-1955, a été consigné dans la liste (n° 820), au paragraphe « IX. Le rôle des politiques nationales dans la construction européenne depuis 1945 », p. 176).

« D. Les "forces vives" », p. 151

Sur le Vatican, ne sont cités que des ouvrages cléricaux - qualificatif relevant du constat, non de la polémique -, notamment celui, au n° 96 (*De la chrétienté à l'Europe*), de Philippe Chenaux, « professeur d'histoire de l'Église moderne et contemporaine à l'université du Latran à Rome ».

J'ai contribué, par mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, 540 p., réédité en 2007, à éclairer sur la base de sources diplomatiques originales ou publiées la contribution vaticane à l'histoire de l'Europe. Sur quel critère scientifique ce livre a-t-il été évincé de cette bibliographie, rendu ainsi strictement monocoloré? Les étudiants qui auront le souci de présenter des « forces vives » une vision contrastée, incluant la mienne, seront-ils sanctionnés? J'ai constaté que mon ouvrage, boycotté pendant plusieurs années par la production cléricale, est désormais couramment cité dans les bibliographies de celle-ci, y compris par M. Chenaux dans un de ses récents ouvrages (*Pie XII, Diplomate et pasteur*, Paris, Cerf, 2003). Pourquoi a-t-il été exclu de la liste destinée à nos futurs professeurs de l'enseignement public et laïque?

« III, L'entre-deux-guerres

A. Le contexte des relations internationales », p. 152

Pourquoi seule la thèse de Jacques Bariéty (n° 129) est-elle citée, et non l'article, essentiel, rédigé avec Charles Bloch, « Une tentative de réconciliation franco-allemande et son échec », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. XV, juillet-septembre 1968, p. 433-465? Cet article pourrait être également cité en « G. Europe économique : problèmes, projets et réalisations », p. 155, il ne l'est pas.

Pourquoi l'exclusion des deux travaux, *essentiels*, de Charles Maier? :

Recasting bourgeois Europe, Stabilization in France, Germany and Italy in the decade after the First World War, Princeton, Princeton University Press, 1975

«The two postwar eras and the conditions for Stability in twentieth-Century Western Europe», *American Historical Review*, vol. 86, n° 2, avril 1981, p. 327-365 (qu'on pourrait également trouver dans « V. De 1945 à nos jours: généralités, A. Le contexte international de la construction européenne »).

Pourquoi, alors qu'est mentionnée la thèse de Jean-Marie Soutou, n° 138, *L'or et le sang*, ne trouve-t-on pas trace de celle de Fritz Fischer, traduite, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Trévise, 1970? D'une part, cette dernière, qui expose la parfaite continuité de la politique extérieure allemande du Reich wilhelminien au Reich hitlérien (en passant par la République de Weimar) a marqué de manière *indélébile*

l'historiographie allemande et internationale; et, d'autre part sa place s'impose ici par simple honnêteté intellectuelle. M. Soutou la conteste en effet très vivement et postule la supériorité de la sienne. Les étudiants sont donc incités à connaître une critique sévère de la problématique de Fritz Fischer et à tenir cet assaut pour convaincant sans que l'ouvrage incriminé leur soit rendu accessible par leurs tuteurs. Sur quelle base pourront-ils se faire une opinion personnelle documentée?

Pourquoi ne trouve-t-on pas mentionné l'excellent ouvrage de John Gillingham, d'une tonalité très différente de la production « européiste » qui a accompagné la progression de la carrière et de la notoriété, au sein des milieux concernés, de cet historien américain, *Ruhr coal, Hitler and Europe. Industry and Politics in the Third Reich*, London, Methuen, 1985? Non seulement il traite des années 1933-1945, mais il éclaire aussi les motivations et le caractère déterminant de l'influence du Comité des Forges dans la réconciliation franco-allemande ou la « politique douce » française (à l'égard du Reich) de la seconde moitié des années vingt. Par son étude documentée de l'écrasement, à l'ère hitlérienne, du salaire des mineurs, il est plus éclairant sur « la construction d'une Europe sociale » (thème reporté à l'après 1945, « VI. Les architectures européennes de 1945 à nos jours. B ») que les ouvrages cités p. 165-166.

Même remarque pour la non-mention de la thèse de Frank Costigliola, *Awkward Dominion: American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919-1933*, Ithaca, Cornell UP, 1984 (l'auteur est gratifié d'une petite consolation, la citation d'un article mineur, avec faute de frappe sur son nom : Costigliora, n° 963, cf. *infra*). À elle seule, cette omission suffirait à prouver le caractère défectueux du découpage de la bibliographie qui suggère que la question du poids des États-Unis sur la « construction européenne » ne se pose que depuis 1945 voire 1947 : un paragraphe qui devrait commencer avec la date initiale du programme -, « X. L'Europe en construction et les autres », p. 181-183 - est cantonné ici à l'après-1945. Qui saura que les « Quatorze points de Wilson » du 8 janvier 1918, une des affirmations majeures de la politique américaine dite « de la Porte ouverte », constituent une étape aussi décisive du « Penser et construire l'Europe » que le « discours de Harvard » de Marshall du 5 juin 1947?

Pourquoi mon ouvrage *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, 671 p., réédité en janvier 2007, que M. Guieu, spécialiste de l'entre-deux-guerres, a reçu et dont il a accusé réception le 15 mai, n'est-il cité, ni ici, p. 152? Ni en « C. études sur l'idée européenne entre les deux guerres », p. 153? Ni en « D. Les milieux intellectuels et l'idée européenne », p. 153? Ni en « E. Les milieux pacifistes, la réconciliation franco-allemande et l'idée européenne », p. 154? Ni en « F. Les milieux politiques et diplomatiques », p. 154? Ni en « G. Europe économique : problèmes, projets et réalisations », p. 156? Ni dans « Autres mouvements » (paragraphe non numéroté), p. 157. M. Guieu, spécialiste de « l'esprit » de la Société des Nations, se cite lui-même six fois (certes modestement, sans étoile, à la différence de ses aînés), pour sa thèse (à paraître) et des articles plus ou moins longs (n° 171, 172, p. 153; 186, 187, 199, p. 154; 257, p. 157).

On aimerait donc savoir sur quel critère les étudiants n'ont été pas incités à s'informer aussi de la présentation - étayée par près de 3 500 notes presque exclusivement puisées aux archives - que je fournis de l'engouement germano-européen des milieux dirigeants de l'économie, des journalistes et publicistes et des élites politiques et militaires dans les années trente. Et en quoi cet ouvrage est indigne de figurer auprès des 164 ouvrages et articles qui sont proposés à la lecture des étudiants dans « III, L'entre-deux-guerres »?

L'exclusion frappe aussi deux gros ouvrages qu'on devrait trouver mentionnés soit en « D. Les milieux intellectuels », p. 153, soit en « E. Les milieux pacifistes », p. 154, soit en « F. Les milieux politiques », p. 154 :

Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française*, Paris, PFNSP, 1977, 3 vol.

Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001, dont les quatre premiers chapitres traitent de l'avant juillet 1940.

La bibliographie ne dit donc rien du rôle du Reich avant et surtout après février 1933 dans l'exploitation et le financement à fins « réconciliatrices » et « européennes » des milieux d'anciens combattants, d'intellectuels et de publicistes. L'action politique depuis le tout début des années trente d'Otto Abetz, futur ambassadeur d'Allemagne sous l'Occupation, et son action corruptrice de la presse, considérable, de 1933 à 1939 - élément majeur du « Penser l'Europe » à l'ère hitlérienne - sont absents de ce guide comme (presque totalement) des 19 volumes des *Documents diplomatiques français*, 2^e série (1936-1939). Cette censure exclut de la préparation la dimension hitlérienne de l'eupéanisme : les candidats au concours ne sauront pas (ne doivent pas savoir?) que dès 1933 (et pas seulement sous l'Occupation) le « Penser l'Europe » s'est déployé sous l'égide de l'Allemagne nazie. La même remarque vaut pour les « projets économiques », sur lesquels on devrait trouver davantage de références (« G. Europe économique »). La bibliographie devrait mentionner :

Scott Newton, *Profits of peace : the political economy of Anglo-German Appeasement*, Oxford, Oxford University Press, 1996

Les candidats y relèveraient l'influence et l'intense activité « européenne » de l'*Anglo-German Fellowship*, groupant, du côté britannique, les délégués de la grande industrie et de la City. Ils pourraient comparer ce cas à celui de la France, dont le « Comité France-Allemagne » de novembre 1935 fut le prolongement politique et la filiale du « Comité franco-allemand d'information et de documentation », groupement patronal fondé en septembre 1926 sous l'égide du cartel de l'acier d'Emil Mayrisch (et simultanément).

On peut s'étonner qu'une bibliographie de concours, déjà placée sous les auspices des autorités européennes de l'édition, mentionne la biographie du couple Mayrisch de l'historien luxembourgeois Gilbert Trausch (n° 239), édité par la « Banque de Luxembourg » (« banque luxembourgeoise à caractère privé, spécialisée dans l'asset management (*sic*), la gestion de patrimoine et de fortune », dont le principal actionnaire est le Crédit industriel et commercial), sans signaler qu'il s'agit d'un ouvrage de commande et de communication, catégorie en général destinée à l'encadrement des sociétés concernées. Pourquoi pas?, du même auteur, l'ouvrage de même type, publié l'année suivante, *L'ARBED dans la société luxembourgeoise*, Luxembourg, ARBED, 2000, qui fait disparaître de son étude, entre 1937 et 1945, la société officiellement luxembourgeoise, de fait très « européenne » et notamment franco-allemande, p. 52.

« IV. La Seconde Guerre mondiale et l'idée européenne (1939-1945) », p. 158 sq.

Dans « A. Généralités », p. 158

Est cité un petit article (12 p.) de Jacques Willequet « Opinions belges sur l'avenir de l'Europe » (n° 296), p. 158.

En revanche, la thèse de John Gillingham, également fort différente de sa production « eupéiste » de la dernière décennie, *Belgian Business in the Nazi New Order*, fondation Jan Dhondt, Gand, 1977, manque à l'appel. C'est fort dommage : elle éclaire aussi la décennie trente et la façon dont le grand capital belge se prépara sous la houlette de la Société générale de Belgique à l'Occupation et à une Europe germanique. Ainsi est confirmé le fait qu'il y a un bon et un mauvais Gillingham. Le bon est réhabilité à partir de son ouvrage, plus « eupéiste » (mais encore très documenté), n° 836, *Coal, steel and the rebirth of Europe 1945-1955: the Germans and French from Ruhr conflict to economic community*, Cambridge 1991. Est également mentionné l'ouvrage de la réhabilitation définitive, rédigé sans référence

aux archives, peu historique *stricto sensu* et très « européo-américain », le n° 353, p. 160 : *European Integration, 1950-2003*, Cambridge University Press, 2003.

Pourquoi mon ouvrage *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, coll. « Références » Histoire, 1999, 661 p., n'est-il pas cité? L'économie, véritable fondatrice de « l'Europe » et qui a procédé de 1940 à 1944 à des réalisations essentielles du « couple » franco-allemand, est quasiment absente de la bibliographie. Or, l'ouvrage concerné étudie tous les aspects économiques de ce qui constitua ensuite une base essentielle de l'Europe occidentale. Cette absence de l'économie réelle doit-elle rendre plus comestible à nos futurs professeurs le « manuel franco-allemand » de la réconciliation gommeuse des réalités historiques? À cet égard, on comparera les activités capitalistiques de Robert Bosch en France occupée, avec l'aval du *Reichswirtschaftsministerium* (Ministère de l'économie du Reich), à l'ouvrage de Joachim Scholtyssek cité dans « III, L'entre-deux-guerres. G. Europe économique », au n° 238, p. 156 (dont je traduis ici le titre allemand), « Robert Bosch et la résistance libérale contre Hitler 1933-1945 », posant Bosch en industriel « européen » et résistant.

Le découpage adopté atteint ici les sommets de l'absurde. « A. Généralités », p. 158, est un fourre-tout. « B. Projets d'union franco-britannique » cite cinq travaux sur un *néant*, à en juger par les archives originales (p. 158-159). « B. (sic) L'Europe des collaborateurs » se borne à la collaboration politico-idéologique. Les auteurs de la bibliographie considèrent donc la « collaboration économique » comme exclue de « l'idée européenne » : les cartels sont-ils sans lien avec la suite d'après-guerre? Et les sociétés mixtes? Et le plan d'union monétaire sous l'égide du *Reichsmark* du maître suprême de la haute banque sous l'Occupation, Henri Ardant, une des évidentes origines de l'euro? Les étudiants ne doivent donc pas connaître les vastes plans européens de ceux qui construisirent l'Europe bien plus que tous les idéologues ou auxiliaires politiques, ici classés en « collaborateurs » et « résistants ». La « résistance » (contre l'Allemagne hitlérienne occupante) des « Européens » fut parfois fort tardive : ayant accompagné la nécessaire transition entre l'Europe du *Blitzkrieg* et les perspectives (au tournant de 1941) d'une Europe de la *Pax Americana*, elle se confondit largement et souvent exclusivement avec les liens anglo-saxons des intéressés. Le phénomène montre une fois de plus que les États-Unis, qui furent les principaux mentors de ces « résistants », ne sauraient être confinés à l'après 1945. Et pourquoi n'a-t-on pas évoqué l'européanisme des anciens nazis (parfois jusqu'en 1944-1945) devenus démocrates « européens » convaincus, « collaborateurs » devenus *a posteriori* « résistants » en somme? Cf. *infra*, « IX. Le rôle des politiques nationales dans la construction européenne depuis 1945 »

On présente clairement « les plans soviétiques pour l'Europe occidentale » (« Soviet plans for postwar Europe ») ⁸ en citant la communication de Vojtech Masny (en général Mastny en français ou en anglais), isolée d'un ouvrage collectif (Antonio Varsori et Elena Calendri, dir., n° 294, p. 158). Pourquoi n'a-t-on pas précisé le thème et l'auteur de la communication sur les plans américains pour la Scandinavie que j'ai signée dans l'ouvrage collectif Michel Dumoulin, dir., *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre 1940-1947*, Bruxelles, 12-14 mai 1993, *Actes du colloque*, Bruylant, Bruxelles, 1995, (n° 292, p. 158)? : « La Scandinavie et l'Europe d'après-guerre: projets et prises de positions de la guerre à 1947 », p. 527-562. Je ne cite à cet égard qu'un exemple, le procédé ayant été utilisé systématiquement à mon encontre – à l'inverse de la méthode utilisée pour les historiens agréés, dont les communications de colloques ou contributions à des ouvrages collectifs ont été le plus souvent sinon toujours précisées et paginées.

⁸ Dans ce domaine, on verra plus loin une remarque relative à l'omission d'un ouvrage essentiel sur la conception soviétique de l'Europe entre 1939 et 1953, celui de Geoffrey Roberts.

Autre habile procédé, mes quatre articles cités suggèrent que je n'ai pas travaillé sur la construction européenne depuis le début des années 1990 - sauf l'article en allemand (n° 820), datant de 2002, qu'aucun étudiant n'ira chercher ou ne pourra lire.

« V. De 1945 à nos jours : généralités

A. Le contexte international de la construction européenne », p. 160 sq.

Pourquoi l'étude de l'influence des États-Unis a-t-elle été reportée dans « X. L'Europe en construction et les autres » ? Les États-Unis ne sont pas « les autres » mais un bâtisseur essentiel de l'union européenne, qui a concerné l'Europe de la *sphère d'influence américaine* de 1945 (cf. *infra*).

Pourquoi ne trouve-t-on pas, aux côtés de William Hitchcock, *France restored* (n° 331), caricature idéologique « occidentale », deux ouvrages issus d'une importante recherche en archives ? :

1° mon ouvrage, tiré d'une thèse d'État, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions sociales, 1986

2° Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989.

A été exclu (il pourrait aussi figurer dans « IV. La Seconde Guerre mondiale »), l'ouvrage fondamental de Lloyd C. Gardner, *Spheres of influence. The great powers partition Europe, from Munich to Yalta, 1938-1945*, New York, Ivan R. Dee, Chicago, 1993.

Pourquoi l'ouvrage d'Alan Milward, *The Reconstruction of Western Europe 1945-1951*, Methuen, London, 1984, essentiel sur le rôle des États-Unis, n'est-il pas classé dans « A. Le contexte international de la construction européenne », p. 162 ? Ou dans « B. Les constructions européennes depuis 1945 ». Il est rejeté dans « X. L'Europe en construction et les autres », p. 181-183, et cité au n° 985, soit à l'avant-dernière page de la bibliographie.

Alors que M. Soutou, historien du loup-garou soviétique, est cité pour *La guerre de cinquante ans* (n° 335, p. 160), n'ont pas été classés :

Arnold Offner, *Another Such Victory: President Truman and the Cold War, 1945-1953*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2002;

Michael Sherry, *In the shadow of war : the US since the 1930's*, New Haven, Yale University Press, 1995 (qui pourrait aussi bien figurer dans « VI. Les architectures européennes de 1945 à nos jours. 1. Ouvrages généraux », p. 167).

Pourquoi dans « D. Témoignages sur la construction européenne », p. 161, a-t-on omis Armand Bérard, un des diplomates les plus sincères (citant très largement sa correspondance originale, je puis en juger personnellement), *Un ambassadeur se souvient. Washington et Bonn, 1945-1955*, Paris, Plon, alors que les *Mémoires* de Jean Monnet, hautement fantaisistes à tout propos (n° 391, p. 161), sont crédités de deux étoiles ?

Jean Monnet, par ailleurs, constitue le thème, dans « VII. Les acteurs de la construction européenne depuis 1945. G. Le rôle des grandes personnalités et décideurs dans la construction européenne » (p. 172-174), au paragraphe « Le rôle de Jean Monnet », p. 174, de 17 articles ou ouvrages d'inspiration essentiellement hagiographique, dont quatre signés de Gérard Bossuat. Manque ici cruellement la vision d'un Jean Monnet plus « américain » qu'« européen » : celle de nombreux diplomates, classés par ailleurs, dont Massigli, celle du diplomate Armand Bérard et la mienne.

« VI. Les architectures européennes de 1945 à nos jours. D. La construction d'une Europe de la Défense, 4. L'échec de la Communauté européenne de Défense », p. 168,

Pourquoi ne trouve-t-on pas, alors que Gérard Bossuat et Philippe Vial sont cités chacun deux fois, mes articles :

« La France face à la puissance militaire ouest-allemande à l'époque du Plan Pleven (1950-1954) », n° 45, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1991, p. 95-143.

« La perception militaire de l'URSS par l'Occident au début des années cinquante: peur de l'Armée rouge ou "ogre soviétique"? », *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 46, 1991, p. 19-61.

Je doute que ce soit seulement parce qu'ils proviennent d'une revue non agréée, les articles publiés dans les revues agréées n'ayant pas davantage eu droit de cité, tel celui intitulé « La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique: une alliance militaire redoutée, fondée sur le réarmement allemand (1947-1950) », *Francia*, vol. 16, cahier n° 3, mai 1990, p. 49-71.

« F. La construction d'une Europe de la culture », p. 168-169,

En fonction de quel critère les étudiants ne sont-ils pas incités à lire l'ouvrage important de Frances Stonor Saunders, traduit en français, *Qui mène la danse, la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2004? Il fournit une clé « américaine » à ce qui est ici qualifié d'« Europe de la culture », donc présente une thèse que les candidats ignoreront.

L'ouvrage pourrait également figurer dans « VII. Les acteurs de la construction européenne depuis 1945. D. Les milieux intellectuels et artistiques », p. 170, où a été cité Pierre Grémion, auteur d'une thèse (*Intelligence de l'anticommunisme*, 1995, n° 646). M. Grémion a très largement emprunté à la thèse pionnière, qui a été évincée, de

Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy : the Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York, Free Press, 1989.

« VII. Les acteurs de la construction européenne depuis 1945 », 169 sq.

« C. Forces syndicales »

La bibliographie, « européiste » en diable, ignore les syndicats qui ne le sont pas (parfois majoritaires après-guerre, comme en France et en Italie) et évacue la recherche internationale, qui converge sur le rôle décisif des États-Unis dans le remodelage du syndicalisme ouest-européen et ses scissions depuis la fin de la guerre :

Anthony Carew, *Labour under the Marshall Plan*, Manchester, Manchester University Press, 1987, ouvrage majeur et indispensable;

« The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy », *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335;

Michael Fichter, *Besatzungsmacht und Gewerkschaften. Zur Entwincklung und Anwendung der US-Gewerkschaftspolitik in Deutschland 1944-1948*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982;

Roy Godson, *American Labor and European Politics. The AFL as a transnational Force*, New York, Crane, Russak & C°, 1976;

Annie Lacroix-Riz, outre *Le choix de Marianne*, inclus dans la bibliographie envoyée aux rédacteurs,

« La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand: stratégies occidentales et triomphe américain 1945-1949 », *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, « I. 1945-1946: débats de fond et prédominance de l'action souterraine », n° 36, 1989, p. 65-92; « II. Vers la fusion syndicale trizonale: combats d'arrière-garde français et offensive américaine, 1947-1949 », n° 39, 1990, p. 35-70

« Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *Le Mouvement Social*, avril 1990, p. 79-118;

Karl Lademacher, éd., *Gewerkschaften im Ost-West-Konflikt : Die Politik der American Federation of Labor im Europa der Nachkriegszeit*, Melsungen, 1982;

Denis Mac Shane, *International Labour and the Origins of the Cold War*, Oxford, The Clarendon Press, 1992;

Charles S. Maier, « Le plan Marshall et les syndicats », *Le Monde, Liber* n° 2, décembre 1989;

Le Mouvement social, n°162 (n°spécial), janvier-mars 1993, « Syndicats d'Europe »;

Federico Romero, *Gli Stati Uniti e il Sindicalismo europeo 1944-1951*, Roma, Edizioni Lavoro, 1989;

Peter Weiler, *British Labor and the Cold War*, Stanford University Press, Stanford, 1988;

« The United States, International Labor and the Cold War : the Break-Up of the World Federation of Trade Unions », *Diplomatic History*, V, 1981, p. 1-22.

Je renonce, concernant le reste de « VII. Les acteurs », à mentionner la liste de mes articles évincés (voir la bibliographie fournie le 8 mai 2007, annexe 2), sauf pour « E. Les milieux religieux », p. 171 : règne toujours le monopole l'historiographie cléricale avec deux titres de Philippe Chenaux, dont *Une Europe vaticane?*, n° 656 (absence confirmée du *Vatican, l'Europe et le Reich*).

Je n'avais pas indiqué aux deux rédacteurs, mais il s'inscrit dans ce paragraphe, mon article décrivant la brutale mutation démocratique et européenne, depuis mai 1945, des deux églises chrétiennes allemandes :

« Églises et retour au *statu quo* en Allemagne occidentale (1945-1949) », *guerres mondiales et conflits contemporains*, numéro spécial, « Les deux Allemagnes dans la Guerre froide », n° 210, avril-juin 2003, p. 19-46 - numéro spécial, dirigé par le professeur Chantal Metzger, qui aurait pu figurer dans le paragraphe qui suit.

IX. Le rôle des politiques nationales dans la construction européenne depuis 1945.

A. La France, l'Allemagne et la construction européenne », p. 176

Pourquoi Pierre Guillen, cité pour un article de 12 p. sur « La France et la construction européenne dans les années cinquante » (n° 818, p. 176), ne l'est-il pas pour son excellent manuel *L'Allemagne 1945-1973*, Paris, Hatier, 1979? Il décrit notamment la tactique ouest-allemande de « meilleur élève atlantique » et « meilleur élève européen » du « maître d'école » américain (dernière formule figurant dans des archives diplomatiques que j'ai citées dans tel article évacué de la bibliographie), appliquée avec succès en vue de balayer les contraintes et limitations diverses imposées (aux conférences de Yalta et Potsdam) au Reich vaincu.

Se trouvent également exclus les manuels du professeur Alfred Wahl (par opposition aux agréés et étoilés, dont tous les manuels sont cités), notamment :

Histoire de la République fédérale d'Allemagne, Paris, Armand Colin, 1991, plusieurs fois rééditée depuis ;

La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945, Paris, Armand Colin, 2006, 335 p., étudiant les anciens nazis, dirigeants de l'économie et de l'appareil d'État de 1933 (et auparavant) à 1945, devenus, aux mêmes fonctions, champions proclamés de « l'Europe » et de la démocratie occidentale.

Autre bon exemple, exclu, de mutations brutales masquant une profonde continuité de certains milieux « européens » de l'entre-deux-guerres à l'après-1945 :

Bernard Ludwig, « La propagande anticomuniste en Allemagne fédérale. Le "VVF" pendant allemand de Paix et Liberté », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 2003, p. 33-42.

« C. Le Royaume-Uni », p. 177-178

Alors que sont consacrés à la question très peu de travaux en langue française, a été exclu l'ouvrage d'un collègue explicitement présenté dans une bibliographie d'il y a quelques années (1997) comme « marxiste » (non-« marxiste » ou tout adjectif équivalent n'étant jamais précisé). Au moins y figurait-il naguère.

Richard Farnetti, *L'économie britannique de 1873 à nos jours*, A. Colin, 1993.

Du paragraphe « Les relations américano-britanniques et la construction européenne » a été évincée la bibliographie (pas toujours « marxiste ») qui établit, comme Richard Farnetti, que le plus grand combat « européen » du 20^e siècle a eu pour enjeu la rivalité américano-britannique (entre vieil impérialisme dominant et impérialisme prétendant à la relève) – enjeu au moins aussi décisif voire davantage que le conflit américano-soviétique, notamment

Richard Gardner, *Sterling-Dollar Diplomacy : Anglo-American Cooperation in the Reconstruction of Multilateral Trade*, Oxford, 1^è éd. 1956, rééd. 1969;

Sterling-Dollar Diplomacy in current Perspective : the Origins and Prospects of our international economic Order, Columbia University Press, New York, 1980;

Donald Cameron Watt, *Succeeding John Bull, America in Britain's place*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985;

Randall B. Woods, *A changing of the Guard, Anglo-American Relations 1941-1946*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1990.

« F. Les États d'Europe méridionale. La Grèce », p. 181

La bibliographie ne dépaysera pas les candidats spectateurs de l'émission « Welcome in Greece, Mr Marshall », produite par Madeleine Avramoussis, diffusée sur Arte le 5 juin 2007, qui battait des records de complaisance et d'omission (elle ne permettait notamment pas de comprendre les enjeux pétroliers de l'insertion américaine de la Grèce dans l'Europe unifiée). On devrait au minimum y joindre :

Thomas G. Paterson, *On every front: the making of the Cold War*, New York, 1979 (ouvrage valable pour l'Europe entière);

Ronald Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, Random House, 1969 (sur le remodelage américain du syndicalisme grec);

Georges Stathakis, beaucoup plus « critique » au colloque international sur le Plan Marshall de 1991 que comme conseiller de l'émission citée, non explicitement mentionné au n° 968 (ouvrage collectif), « The Marshall Plan in Greece », René Girault et Maurice Lévy-Leboyer, dir., *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, p. 577-589;

Lawrence S. Wittner, *American Intervention in Greece*, New York, Columbia University Press, 1982.

« X. L'Europe en construction et les autres », p. 181-183.

Sur un plan général, il est absurde de considérer comme « les autres » l'un des artisans essentiels, depuis l'entre-deux-guerres, de la construction d'un marché européen unifié, les États-Unis. Le choix *idéologique* unilatéral opéré ici en fait une question secondaire, placée sur le même plan que l'URSS, loup-garou idéologique, mais ectoplasme de fait concernant la question (*cf. infra*).

Gérard Bossuat est cité ici notamment pour son ouvrage *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992 (n° 961) – soit à cette occasion, pour la vingtième fois en nom propre (il l'est également, quinze autres fois, pour direction d'un ouvrage collectif ou participation).

J'ai consacré à ce travail une longue critique, absente de la bibliographie de concours, critique qui s'appuie notamment sur une importante bibliographie anglo-saxonne (également absente d'*Historiens et Géographes*) : « Réflexion sur un ouvrage récent (1992) », *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1994 (critique de Gérard Bossuat, *L'Europe*

occidentale à l'heure américaine. *Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992) : « Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain », n° 54, 1994, p. 115-140; « Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences », n° 55, 1994, p. 115-153. Mentionner cette critique aurait permis de montrer aux candidats qu'il existe en France deux conceptions historiographiques opposées du rôle des États-Unis dans la « construction européenne » des « Pays Marshall » (expression courante des archives américaines du temps).

Sur le Plan Marshall, aucun des auteurs étrangers cités n'appartient au groupe non-conformiste, marxiste ou marxisant (dit « révisionniste »), qui a apporté une contribution décisive depuis les années soixante à la connaissance de cette phase décisive de la « construction européenne ». On relèvera notamment l'absence des ouvrages fondateurs de :

William Appleman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell Publishing C°, New York, 1972 (1^{ère} éd., 1959);

Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1969, rééd. 1990 (qui pourrait aussi bien figurer dans « IV. La Seconde Guerre mondiale et l'idée européenne (1939-1945). A. Généralités », p. 158;

Gabriel et Joyce Kolko, *The Limits of Power. The World and the United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972.

L'article de Frank Costigliola sur de Gaulle et Kennedy, est cité (n° 963), mais pas sa contribution à l'important ouvrage collectif d'un des principaux spécialistes américains d'histoire des relations internationales (cité plus haut, à propos de la Grèce) :

Thomas G. Paterson, dir., *Kennedy's quest for victory, American Foreign Policy, 1961-1963*, Oxford University Press, 1989.

On en retiendra :

Frank Costigliola, « The Pursuit of Atlantic Community : nuclear arms, dollars, and Berlin », Paterson, dir., *Kennedy's*, p. 24-56 (qui pourrait aussi bien figurer dans VI. D. 3. L'OTAN, p. 164);

William S. Borden, « Defending hegemony : American Foreign economic policy », Paterson, dir., *Kennedy's*, p. 57-85, essentiel.

Aurait dû figurer sur l'environnement bancaire de la reconstruction américaine de l'Europe occidentale :

Gian Trepp, *Bankgeschäfte mit dem Feind. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg. Von Hitlers Europabank zum Instrument des Marshallplans*, Zurich, Rotpunktverlag, 1996.

Dans « E. L'Europe et l'URSS »,

Alors que figurent dans la bibliographie de concours nombre d'ouvrages, parfois étoilés, non parus à cette date, celui de Roberts Geoffrey, publié en octobre 2006, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006, n'est pas cité. Il étudie la conception soviétique de l'Europe occidentale, future zone d'influence américaine, d'après mai 1945 (il aborde également à ce sujet la fin de la guerre, et pourrait avec donc bonheur figurer, auprès de Wojtech Mastny, dans « IV. La Seconde Guerre mondiale », « Soviet plans for postwar Europe »).

J'avais fourni aux rédacteurs une liste d'articles sur la question, d'une tonalité très différente de celle des treize travaux qui ont été retenus ici, décrivant l'URSS comme un facteur *nul* de la « construction européenne » germano-américaine. *Aucun* n'a été cité (les titres de la liste que je joins à nouveau, en annexe, sont explicites, notamment « 1947-1948. Du Kominform au "coup de Prague", l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme? », n° 324, août-septembre 1989, *historiens et géographes*, p. 219-243).

ANNEXES

Annexe 1

Le contenu de la bibliographie ne respecte pas les engagements de pluralisme de fait qui avaient été pris par le professeur spécialiste, au concours, de la question d'histoire contemporaine, comme il ressort de la correspondance qui suit.

1° Message adressé par moi-même le 8 mai 2007 aux deux rédacteurs de la bibliographie de concours, avec demande de communication à M. Frank. Le message que je cite supprime des passages relatifs à l'identité de certains collègues nommément cités, au rôle neutre :

« Chers collègues,

J'ai été avisée le week-end dernier par [un] collègue [...] que la question de Contemporaine porterait sur "la construction européenne". Ce dernier m'ayant parlé d'une "question très "institutionnelle"" et commençant en 1957, je lui ai fait les remarques qui suivent, et dont vous excuserez la franchise, légitimée par la conjoncture historiographique: "J'ose présumer que les "inventeurs" de la question ne pourront pas faire l'économie de la construction européenne d'avant 1957, puisqu'elle est au cœur de la réorganisation par les États-Unis de leur sphère d'influence en Europe après 1945 - sans parler des projets de l'entre-deux-guerres." Je souhaitais aussi qu'il fût suggéré aux responsables du jury de "1° ne pas confier la bibliographie aux seuls historiens "eurooptimistes" [...] qui se prennent en France pour les dieux du stade parce qu'ils ont réduit les autres au silence, mais qui émerveillent nettement moins l'historiographie internationale "critique" (non réduite au silence en dehors de nos frontières); 2° ne pas borner la liste bibliographique à leurs œuvres, colloques "européens" financés par l'argent de l'UE en tête (je te renvoie sur ce point aux remarques de Pinto-Duschinsky que j'ai commentées dans mon opuscule *L'histoire contemporaine sous influence*)".

Bref, je faisais observer à notre collègue qu'il serait bon que le jury respectât les droits et coutumes de la "disputatio" qui avaient été négligés en Contemporaine ces dernières années. Ils avaient même été mis à mal dans la bibliographie officielle ou officieuse de 2003 sur les peuples, la paix et la guerre de 1911 à 1946, comme je l'ai observé dans un article critique paru, après le refus de la revue *Historiens et Géographes* de publier un complément bibliographique, dans *La Pensée* - la bibliographie ayant à peu près banni l'historiographie marxiste ou marxisante, mais décerné des "étoiles" à des manuels qui n'avaient pas encore paru (« Complément à la bibliographie de CAPES-agrégation 2003-2005 parue dans *Historiens et Géographes* n°383 », *La pensée*, n° 336, octobre-décembre 2003, p. 137-157).

Ayant demandé à [X] s'il avait quelque information sur le sujet et ses responsables, j'ai appris de lui que mes craintes étaient infondées, puisque "l'un des membres du jury d'agreg sera[it] Robert Frank" et que, vous-mêmes, chargés de la bibliographie, manifestiez le souci "d'avoir des points de vue qui ne soient pas purement franco-français". Cette dernière remarque signifie sans doute que vous avez aussi de l'historiographie française une image pluraliste, non limitée, pour ne donner que deux exemples, à la saga des grands hommes des "Marches" avides de paix ou à la thèse du rôle direct ou indirect déterminant du loup-garou soviétique sur la construction européenne d'après 1945 (ou d'après 1918).

Ayant passé une grande partie de mes décennies de recherche sur la question, je me permets de vous joindre:

1° un travail qui mentionne une importante bibliographie anglo-saxonne ⁹ (la publication en allemand de cet article inclut une grosse bibliographie allemande, qu'a assurée

⁹ Aucun titre n'en a été retenu.

le collègue responsable du n° spécial de la revue *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, Thomas Sandkühler): si vous me communiquez votre adresse postale, je vous adresserai l'article "Frankreich und die europäische Integration. Das Gewicht der Beziehungen mit den Vereinigten Staaten und Deutschland, 1920-1955").

2° le CV de la partie totalement ou partiellement "européenne" de mes travaux qui vous permettra de juger du caractère central qu'y occupe la question pour les premières décennies du programme: 1918-1955.

A votre entière disposition pour discuter de la question sur une base pluraliste, je vous prie, chers collègues, d'agréer mes meilleures pensées, et de les transmettre à Robert Frank, dont je n'ai pas les coordonnées électroniques (et auquel, naturellement, vous pouvez transférer mon courrier). »

2° Réponse reçue de Robert Frank, 8 mai 2007

« 1) La question, n'est pas purement institutionnelle (non, quelle horreur !). Il s'agira de croiser toutes les sous-disciplines de notre discipline historique. Une histoire globale : une histoire politique, économique, sociale, culturelle. Bref, les mouvements européens, les milieux favorables à l'Europe, les oppositions et opposants à la construction européenne, les réalités de cette dernière, avec ses dynamiques, ses blocages, ses contradictions, les débats qu'elle suscite, sa dimension idéologique, géopolitique, le rôle des acteurs, des réseaux, des États, des sociétés, des opinions et des imaginaires, des acteurs et facteurs extérieurs (superpuissances comprises), etc., tout cela fait partie de la question. *L'idée est précisément de refuser toute histoire hagiographique, théologique, téléologique de la construction européenne (souligné par moi, ALR)*¹⁰.

2) La question commence à 1919. On aurait pu évidemment remonter à la fin XIXe, mais cela aurait fait trop. L'entre-deux-guerres (ce qui comprend évidemment les traumatismes de 1914-1918) et la seconde guerre mondiale sont en effet des périodes cruciales, et, en plus, elles ont fait l'objet de nombreux travaux.

3) La question est donc large et énorme. D'où la parenthèse dans le libellé qui écarte les expériences de construction européenne propres aux pays communistes, à savoir la CAEM, le Pacte de Varsovie en tant qu'objets d'étude. C'est peut-être dommage, mais cela aurait fait trop. Il valait mieux garder une longue période. »

3° Réponse de moi-même à la réponse de Robert Frank, 8 mai 2007

« Cher Robert,

Merci de ta réponse extrêmement rapide: la période traitée et la façon large et ouverte dont vous envisagez le traitement du sujet me rassurent. J'avais par ailleurs bien pensé qu'il s'agissait de l'unification européenne capitaliste, et pas imaginé une seconde que le monde socialiste y fût inclus.

Tu n'ignores sans doute pas que le débat a grandement manqué dans la présentation bibliographique de l'avant-dernière question. *Historiens et Géographes*, qui vient de s'illustrer aux côtés du ministère de l'éducation nationale dans l'invraisemblable promotion du "tyran rouge" de la chaîne Bertelsmann, me semble n'avoir pas alors rempli sa mission, incompatible avec une sorte d'histoire officielle.

Tu sais également que notre histoire dominante, à tendance très "eurooptimiste", ne représente pas la totalité de la production internationale (je reconnais que les "eurooptimistes" sont ici nombreux, mais, même ici, ils ne sont pas seuls) et ailleurs (où ils sont parfois nettement moins nombreux, notamment dans les pays anglophones). D'où mon inquiétude, et mon intervention auprès de tes (anciens) étudiants, qui devraient, compte tenu de ce que tu

¹⁰ Je considère que la bibliographie est antagonique avec cette conception fort engageante.

m'as exposé, avoir le souci du pluralisme scientifique qui a si cruellement fait défaut à propos de bibliographie "officielle" de la question peuples, guerre et paix 1911-1946. »

Annexe 2

Conforme au texte adressé à Jean-Michel Guieu et Jenny Raflik le 8 mai 2007 – à l'exception de l'ouvrage 7 (voir précision) et de mes coordonnées personnelles. J'ai numéroté les travaux (ce que j'avais omis de faire).

Annie LACROIX-RIZ, ancienne élève de l'école normale supérieure (Sèvres), agrégée d'histoire, docteur-ès-Lettres, professeur d'Histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot

Adresse postale : 2 place Jussieu, 75005 PARIS; lieu d'enseignement : 103, rue de Tolbiac, dalle des Olympiades, 75013 PARIS

[...]

LISTE DE TRAVAUX TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT EN RELATIONS AVEC LA « CONSTRUCTION EUROPÉENNE »

1°. THÈSE DE DOCTORAT D'ÉTAT

1. « CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction », 4 vol. (2 de texte: 1215 p., 2 de notes: 978 p. + table des matières, index et errata). Thèse d'État soutenue à l'Université de Paris I, le 7 novembre **1981**. Jury: J. BOUVIER, J.-M. MAYEUR, A. PROST, R. TREMPÉ, C. WILLARD.

2°. LIVRES

1. *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions Sociales, **1986**, 222 p.

2. *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest 1944-1949: neutralité et embargo, de la guerre au Pacte Atlantique*, L'Harmattan, **1991**, 311 p.

3. *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, coll. « Références » Histoire, **1996**, 540 p., réédité en janvier 2007

4. *Industrialisation et sociétés (1880-1970). L'Allemagne*, Paris, Ellipses, **1997**, 128 p.
Industriels et banquiers français sous l'Occupation: la collaboration économique avec le Reich et Vichy, Paris, Armand Colin, coll. « Références » Histoire, **1999**, 661 p.

5. *L'histoire contemporaine sous influence*, Pantin, Le temps des cerises, **2004**, 145 p., 2^e édition (1^e, 120 p.)

6. *Le Choix de la défaite: les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, **2006**, 671 p., réédité en janvier 2007

7. *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Pantin, Le temps des cerises, **2007**, 107 p. (annoncé aux rédacteurs le 27 juillet et ajouté ici en septembre 2007)

3°. CONTRIBUTIONS À DES OUVRAGES ET COMMUNICATIONS

1. « Crédits américains et coopération européenne (1949-1954) », contribution à l'ouvrage de Patrick Fridenson et André Strauss, *Le Capitalisme français 19e-20e siècle. Blocages et dynamismes d'une croissance*, Paris, Fayard, **1987**, chapitre XVIII, p. 327-349.

2. « Paris et Washington au début du Plan Schuman », communication au colloque d'Aix-la-Chapelle de mai 1986 sur les débuts du Plan Schuman 1950-1951, *Die Anfänge des*

Schuman-Planes 1950-1951, éd. Klaus SCHWABE, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, **1988**, p. 241-268.

3. « Puissance ou dépendance française? La vision des "décideurs" des Affaires étrangères en 1948-1949 », communication au colloque d'Augsburg d'avril 1984 sur *La perception de la puissance en Europe en 1948-1949*, René Girault et Robert Frank, dir., *La puissance française en question! 1948-1949*, Paris, Publications de la Sorbonne, **1988**, p. 53-76.

4. « Plan Marshall et commerce Est-Ouest: continuités et ruptures (cas français et perspective comparative) 1945-1952 », communication au colloque du comité pour l'histoire économique et financière de la France et du Comité d'histoire industrielle, Paris, 21-23 mars **1991**, *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, en trois parties :

« I. Une indispensable étude préalable: le commerce Est-Ouest de la guerre au Plan Marshall (1945-printemps 1947) »; « II. Les débuts du Plan Marshall et la codification de l'embargo (automne 1947-fin 1948) », *Etudes et Documents*, t. 4, **1992**, p. 415-448 et 448-480.

« III. L'embargo marshallien de l'ère atlantique: de la signature du Pacte au miracle coréen (1949-1952) », *Actes du Colloque*, Imprimerie nationale, Paris, **1993**, p. 650-683.

5. « La Scandinavie et l'Europe d'après-guerre: projets et prises de positions de la guerre à 1947 », communication au colloque *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre 1940-1947*, Bruxelles, 12-14 mai **1993**, *Actes du colloque*, Bruylant, Bruxelles, **1995**, p. 527-562.

6. « Le Vatican, la France et l'Allemagne après les deux guerres mondiales », communication au colloque du Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles, *Les tiers dans les relations franco-allemandes*, Paray-le-Monial, 6-8 octobre **1994**, Oldenburg Verlag, **1996**, p. 183-193 (communication si rétrécie - réduite à 6 notes de référence - que j'ai dû la transformer en article, du même titre, *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 63, **1996**, p. 33-58).

7. « La transformation d'un ami en ennemi: l'URSS, le Quai d'Orsay, Washington et la presse entre l'alliance de guerre et la guerre froide, 1941-1948 », *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine. Hommage à Raymond Huard*, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc-Roussillon, Université Paul Valéry, Montpellier III, **1995**, p. 111-149.

8. « La BRI et la Banque de France de l'apaisement à la guerre : de la collaboration des Banques centrales à l'«or allemand» », communication au colloque *La construction historique d'une identité monétaire en Europe (fin XVIII^e-XX^e siècles)*, Mission historique de la Banque de France, 19-21 janvier **2000**, Olivier Feiertag et Michel Margairaz, dir., *Politiques et pratiques des banques d'émission en Europe (XVII^e-XX^e siècles)*, Paris, Albin Michel, **2003**, p. 387-412.

9. « Frankreich und die europäische Integration. Das Gewicht der Beziehungen mit den Vereinigten Staaten und Deutschland, 1920-1955 » (« La France et l'intégration européenne des années vingt aux années cinquante : le poids des relations avec les États-Unis et l'Allemagne »), contribution au vol. 18 de *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, Thomas Sandkuehler et al., éd., Göttingen, Wallstein-Verlagen, **2002**, p. 145-194.

10. « Les comités d'organisation et l'Allemagne : tentative d'évaluation », communication au colloque « Des comités d'organisation, pour quoi faire? L'organisation de l'économie dirigée sous Vichy », Caen, 3-4 avril 2003, dir. Hervé Joly, *Les comités d'organisation et l'économie dirigée du régime de Vichy*, Centre de recherche d'histoire quantitative, Seconde Guerre mondiale, Caen, **2004**, p. 47-62.

11. « Paris face aux relations germano-américaines, 1945-1955 », colloque de Bonn, 28-29 septembre **2004**, « Allemagne, France, États-Unis : transferts, imaginations, relations », Chantal Metzger-Hartmuth Kaelble, éd., *Actes*, Munich, Franz Steiner Verlag, **2006**, p. 21-34.

12. « Les relations patronales franco-allemandes dans l'empire au cours des années trente : quelques jalons », colloque « L'esprit économique impérial ? Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire (1830-1970) », IEP Bordeaux, sous la direction d'Hubert Bonin, 23-25 novembre **2006**, *Actes à paraître*

4°. ARTICLES

1. «La perception française de la politique américaine en Europe de 1945 à 1948», *chirm*, n° 25, **1986**, p. 119-154.

2. « Du bon usage de la "politique de la gauche non communiste" », *chirm*, n° 30, **1987**, p. 75-104.

3. «L'entrée en guerre froide», participation au débat avec Yves Durand, André Kaspi et Pierre Barral, *chirm*, n° 30, **1987**, p. 7-53.

4. «Sécurité française et menace militaire allemande avant la conclusion des alliances occidentales: les déchirements du choix entre Moscou et Washington (1945-1947)», communication au colloque de Strasbourg-Klingenthal de mai 1987 sur *le problème allemand vu par les voisins occidentaux de l'Allemagne 1944-1963, relations internationales*, n° 51, automne **1987**, p. 289-312.

5. «Vers le Plan Schuman: les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950)», *guerres mondiales et conflits contemporains*, **1989**:

«I. De la reconstruction prioritaire au réarmement», n° 155, juillet **1989**, p. 25-41.

«II. Paris et le projet américain de réarmement de l'État allemand», n° 156, octobre **1989**, p. 73-87.

6. «L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte atlantique (1943-1949): une indispensable "révision déchirante"», *guerres mondiales et conflits contemporains*, cinq articles:

«I. La préhistoire de l'adhésion scandinave au Pacte atlantique: 1943-1947», n° 149, janvier **1988**, p. 57-92.

«II. La phase finale de l'atlantisation scandinave (1947-48-1949)» (quatre articles, échelonnés sur six ans par le rédacteur en chef de la revue, J.-C. Allain successeur de G. Pedroncini, alors que la suite de l'article de 1988 était annoncée comme devant « paraître[e] prochainement »).

«A. Les étapes de la capitulation scandinave», n° spécial sur la Scandinavie, n° 160, **1990**, p. 39-86.

«B. Les motivations de l'engagement atlantique scandinave: mythes et réalités»

«L'URSS et les Scandinaves du Kominform à l'adhésion atlantique», n° 170, avril **1993**, p. 147-159

«Les autres Scandinaves et l'URSS en 1948-1949», n° 172, octobre **1993**, p. 137-152

«Les seules frayeurs scandinaves: les stipulations du Pacte atlantique», n° 173, janvier **1994**, p. 149-168.

« La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique: une alliance militaire redoutée, fondée sur le réarmement allemand (1947-1950) », *Francia*, vol. 16, cahier n° 3, mai **1990**, p. 49-71.

7. « Une "politique douce" précoce: Paris face à la politique allemande de Washington 1944-1945 », *revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 3, t. 38-3, juillet-septembre **1991**, p. 428-461.

8. « "Bonne Allemagne" ou reconstruction prioritaire: Paris et Washington du départ du Général de Gaulle à la Conférence de Moscou (janvier 1946-printemps 1947) », *guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 169, janvier **1993**, p. 137-177.

9. « 1947-1948. Du Kominform au “coup de Prague”, l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme? », n° 324, août-septembre **1989**, *historiens et géographes*, p. 219-243.

10. « La dénazification économique de la zone d'occupation américaine: la perception française du phénomène », *revue historique*, n° 574, janvier **1991**, p. 303-347.

11. « La France face à la puissance militaire ouest-allemande à l'époque du Plan Plevin (1950-1954) », n° 45, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, **1991**, p. 95-143.

12. « La perception militaire de l'URSS par l'Occident au début des années cinquante: peur de l'Armée rouge ou "ogre soviétique"? », *chirm*, n° 46, **1991**, p. 19-61.

13. «Réflexion sur un ouvrage récent (1992)», 2 articles *chirm*, **1994** (critique du livre de Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992) :

«Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain», n° 54, **1994**, p. 115-140.

«Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences», n° 55, **1994**, p. 115-153.

14. «Le Vatican et les buts de guerre germaniques de 1914 à 1918 : le rêve d'une Europe allemande», *revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 42-44, octobre-décembre **1995**, p. 517-555.

15. «Les relations commerciales et financières germano-suisses et leurs implications politiques pendant la Deuxième Guerre mondiale, 1940-1945», *chirm*, n° 68, 4^e trimestre **1997**, p. 99-119.